

Les subsides

N'adoptons pas de résolution des Nations Unies qui ne puisse être appliquée. Quel système suffirait à vérifier l'interdiction de produire des armes et leurs vecteurs? Je signale aux députés que les missiles Cruise dont il est si souvent question à la Chambre sont justement des vecteurs. Les gens en parlent comme s'il s'agissait d'une arme autonome. L'URSS a toujours refusé les inspections sur place. Pourtant, celles-ci s'imposent afin de donner quelque sens à l'une de ces résolutions des Nations Unies. Bien que la motion à l'étude parte de bonnes intentions, j'estime qu'elle n'offre pas aux Canadiens les assurances qu'ils réclament en matière de vérification.

• (1710)

Il n'y a pas longtemps, j'ai signalé à la Chambre la déclaration qu'a faite le groupe international de l'Institut Aspen sur la gestion du conflit Est-Ouest. Elle ne préconise rien de sensationnel sur d'éventuels vainqueurs ou vaincus. Il s'agit d'une déclaration simple et pondérée qui brosse le tableau des tensions dans le monde et montre comment les réduire. C'est là-dessus, franchement, que le débat devrait porter. Réduisons les tensions et le conflit se réglera automatiquement.

Le président suppléant (M. Charest): Y a-t-il des questions ou des observations? Le député de Saint-Denis (M. Prud'homme) prend-il la parole pour poser une question ou faire une observation?

[Français]

M. Prud'homme: Je dois dire que je suis très impressionné par la qualité de l'intervention du nouveau président du Comité des affaires extérieures et de la défense nationale. C'est un comité qui m'est très cher, puisque j'y ai siégé pendant 20 ans, et j'en ai présidé les délibérations pendant huit ans.

Une des questions que je voudrais poser à mon honorable collègue et nouveau président est la suivante: A-t-il l'intention, je n'ai pas besoin de réponse finale aujourd'hui... mais le Comité des affaires extérieures et de la défense nationale a publié un volume très intéressant pour ceux qui veulent s'intéresser aux questions du désarmement et de la sécurité. Nous avons siégé pendant des mois, nous avons entendu des témoins à travers tout le Canada et des témoins de l'étranger y compris de l'Union soviétique, M. Arbatov, qui a été un témoin qui a vraiment su intéresser le comité, et nous avons fait des recommandations.

Nous n'avons pas eu tellement de suivi à cause de toutes sortes d'événements, mais j'aimerais demander à l'honorable nouveau président du Comité des affaires extérieures et de la défense nationale s'il avait l'intention de donner un suivi aux recommandations qui s'adressaient directement et au gouvernement et surtout à la commission des affaires étrangères, et je donne un exemple concret, un suivi dans la question de la première et de la «United Nations' Second Conference on Disarmament» pour extraire de cette conférence les principales résolutions et de les ramener pour que, en fait, il y ait non seulement un suivi, mais un intérêt et des parlementaires—je comprends que ces questions-là n'intéressent pas tous les parlementaires—mais qu'on puisse avoir un suivi parce que je suis entièrement d'accord avec lui.

Indépendamment de toutes nos discussions aujourd'hui, monsieur le Président, indépendamment du fait que nous nous

divisions, savoir s'il ne devrait pas y avoir un blâme à l'administration passée, changer la politique, ce qui est important c'est d'amener les deux grandes puissances à s'asseoir, indépendamment de tout ce que nous pourrions faire dans ce Parlement et dans tous les parlements du monde, si nous ne pouvons pas convaincre les deux grandes puissances que, pour la santé mondiale, il est temps que toutes les deux s'entendent, s'assoient et discutent ensemble sans précondition.

Le problème qui m'inquiète, c'est que le président Reagan, notre voisin estimé, car lorsqu'on parle des États-Unis il faut ajouter tout le vocabulaire: nos amis et ainsi de suite; cela est évident mais il faut le redire au cas où les gens auraient des doutes... mais j'ai peur un peu à cette rhétorique antisoviétique; le fait d'appeler l'Union soviétique ce satan, ce monstre, n'aide certainement pas à réduire la tension mondiale. J'en suis convaincu. Ce à quoi nous devrions nous employer, et j'espère que l'honorable député, et c'est pour cela que je ne lui pose pas de question à l'improviste pour le surprendre, je sais qu'il a déjà une pensée là-dessus... le Comité des affaires extérieures et de la défense nationale pourrait aider à bâtir cette opinion publique canadienne, et ensuite l'opinion publique mondiale, évidemment, devrait faire la même chose pour amener les deux grandes puissances à s'asseoir sans précondition.

C'est, d'ailleurs, le vœu de l'Union parlementaire internationale que je préside jusqu'à demain puisque, à ce moment-là, il y aura un nouveau président représentant la majorité. Mais l'Union parlementaire internationale, où nous envoyons régulièrement deux fois par année des députés des divers partis, a toujours manifesté depuis trois ans, depuis Budapest, la Corée, le Nigeria, Lagos, la Conférence de Lagos, la Conférence de Séoul, en Corée du Sud, la Conférence de Budapest, a toujours renouvelé ce vœu des parlementaires du monde entier que les deux grandes puissances finissent par s'asseoir sans précondition. Et je lui souhaite dans sa nouvelle fonction, comme président du Comité des affaires extérieures et de la défense nationale, tout le succès, et j'espère que nous pourrions, à l'intérieur de ce comité, discuter de ces propos dont je viens de vous entretenir. Et ma seule question, la plus courte, serait de lui demander s'il a l'intention de jeter un coup d'œil sur ces nombreuses résolutions.

[Traduction]

Pour parler d'une façon plus aimable, disons que le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale pourrait peut-être revoir le rapport final qu'il a remis à la Chambre des communes, y compris le point de vue minoritaire exprimé par quelques membres, si bien que ces vues pourraient être mises en pratique pour ainsi dire par le comité des députés.

M. Winegard: Monsieur le Président, je remercie le député de ses bonnes paroles. Et j'espère bien le devancer quelque peu. J'ai lu le rapport en question, je me suis entretenu avec M. l'ambassadeur Roche lequel a accepté de venir témoigner devant le comité n'importe quand pour examiner avec nous quelques-unes des recommandations et nous dire ce qu'il en pense. J'espère bien qu'il en sera ainsi et en outre, si cela ne fait pas partie de l'examen général de la politique étrangère, il en sera question au comité de toute manière.

M. Prud'homme: Je vous remercie de votre patience, monsieur le Président. J'ai déjà averti le député de sorte que je ne le prends pas au dépourvu. A-t-il quelque chose à annoncer à